

Fleur Pellerin promeut Linagora, l'innovation et l'open source

Après la publication en septembre de [la circulaire Ayrault](#) sur le logiciel libre, **Fleur Pellerin**, ministre de l'Innovation, des PME et de l'Économie numérique, a réaffirmé lundi 5 novembre le soutien du gouvernement à [l'écosystème libre et open source](#) lors d'une visite au siège de Linagora, à Puteaux (Hauts-de-Seine).

La France, une nation numérique ?

« Je veux témoigner ici de mon soutien visible aux entreprises innovantes comme Linagora. Je reviens des États-Unis et nous devons faire comprendre que [la France est un pays d'entrepreneurs](#) », a souligné la ministre après avoir salué les succès enregistrés auprès de grands comptes par le prestataire et éditeur de logiciels open source (OBM, LinPKI...).

Fleur Pellerin, qui s'est déjà exprimée en faveur de la création d'[un grand quartier numérique à Paris](#) lors de l'Open World Forum, s'est aussi déclarée favorable à la mise en oeuvre d'un « projet de nation numérique ».

La France, distancée dans les classements internationaux, doit rattraper son retard et sa capitale ne doit « pas rougir face à New York et Londres ». Des entreprises comme Linagora, société française fondée en 2000 et présidée par **Alexandre Zapolsky**, témoignent de ce dynamisme.

Linagora, une référence de choix pour Bercy

Fleur Pellerin a observé que les entreprises de taille moyenne ont des atouts lors d'appels d'offres émanant d'administrations publiques. La preuve en est que Linagora, avec le soutien de Bull, a gagné le marché « *support logiciel libre* » du ministère de l'Économie et des Finances attribué récemment par la Direction générale des finances publiques.

Dans le cadre de ce contrat, dont le montant est estimé entre 15 à 20 millions d'euros sur quatre ans, Linagora, placé à la tête d'un groupement de vingt-cinq PME et TPE, va piloter le support de plus de 200 composants open source.

La société, dont les projets de R&D viennent d'être labellisés dans le cadre des investissements d'avenir et l'offre de services référencée par l'Union des groupements d'achats publics (UGAP), est une référence de choix pour Bercy. En effet, le ministère a besoin d'exemples solides pour communiquer sur sa politique de soutien aux entreprises.

« Je ne sais pas si le soutien au développement des TPE-PME passera par un Small Business Act à la française, mais je trouve cela extrêmement important dans [une stratégie de compétitivité](#) », a ajouté Fleur Pellerin. La ministre fait ici référence au [pacte pour la compétitivité](#) de l'industrie française signé du commissaire général à l'Investissement **Louis Gallois** et plébiscité par le ministre du Redressement productif [Arnaud Montebourg](#).

Fleur Pellerin et Alexandre Zapolsky en photo, crédit © Silicon.fr

Voir aussi

[Dossier Silicon.fr – Solutions Linux / Open Source 2012 : regain de vitalité pour les communautés](#)